

La Veille du Carif-Oref Occitanie

n°476 – 22 septembre 2021

Sandrine Roussel : sandrine.roussel@cariforefoccitanie.fr

Espace Veille Emploi Formation :

<https://veille-emploi-formation.cariforefoccitanie.fr/>

<u>ACTUALITÉ EMPLOI FORMATION OCCITANIE</u>	2
<u>APPELS À PROJETS</u>	3
<u>EMPLOI - MESURES EMPLOI</u>	4
<u>ENTREPRISES</u>	4
<u>FORMATION CONTINUE</u>	5
<u>INSERTION PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP</u>	7
<u>SECTEURS D'ACTIVITÉS- MÉTIERS</u>	7
<u>TRAVAIL</u>	10

ACTUALITÉ EMPLOI FORMATION OCCITANIE

Les décrocheurs scolaires en Occitanie

SANTINON Clément, VALERO Mathilde, Carif-Oref Occitanie, Septembre 2021, 30 p.

L'Occitanie dénombrait environ 9 600 décrocheurs scolaires en mars 2020, des disparités territoriales fortes étant observées. Cette étude permet de mieux connaître la répartition géographique des jeunes confrontés à une sortie de formation sans diplôme dans la région ainsi que leurs caractéristiques : âge, sexe, situation par rapport à l'emploi...

<https://www.cariforefoccitanie.fr/actualite/observatoire-des-publics-les-plus-eloignes-de-lemploi-decrocheurs-scolaires>

Activité partielle : les chiffres régionaux au 14 septembre 2021

DREETS Occitanie, Septembre 2021, 2 p.

Ce tableau de bord propose une vue détaillée sur la mobilisation du dispositif d'activité partielle en Occitanie depuis le 1^{er} mars 2020.

<https://occitanie.dreets.gouv.fr/Les-chiffres-de-l-activite-partielle-en-Occitanie>

Hérault - Principaux moteurs des dynamiques d'emploi : les migrations résidentielles et le tourisme

Insee Analyses Occitanie, n° 109, Septembre 2021, 4 p.

L'Hérault est le département métropolitain où le nombre d'actifs a le plus augmenté depuis 1975, en lien avec l'arrivée massive de nouvelles populations sur le territoire. Il a presque été multiplié par trois depuis 1962. Les créations d'emploi, portées surtout par les nouveaux établissements, sont insuffisantes : le nombre de chômeurs augmente, une hausse parfois même équivalente à celle des emplois. L'essor des fonctions métropolitaines et des métiers de cadres est inférieur à celui observé en Haute-Garonne.

Malgré le poids du tourisme, secteur particulièrement pénalisé par les confinements liés à la crise sanitaire, l'emploi résiste néanmoins en 2020 grâce aux dispositifs d'activité partielle.

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/5422361>

Bilan 2021 de l'emploi associatif dans le secteur sanitaire et social en Occitanie

Uniopss, Septembre 2021, 4 p.

Le secteur sanitaire et social non lucratif de la région regroupe plus de 3 300 établissements employeurs. Avec près de 105 000 salariés, le secteur sanitaire et social est le plus gros pourvoyeur d'emplois non lucratifs de la région. Ils représentent 7 % des salariés du privé de cette région (moyenne nationale : 5,8 %).

<https://crdla.uniopss.asso.fr/Record.htm?record=110712493899>

Constructys : bilan de l'activité 2020, l'essentiel à retenir en Occitanie

Constructys Occitanie, Septembre 2021

Constructys accompagne en Occitanie 19 593 entreprises adhérentes, dans leurs projets de développement des compétences, et sur leurs problématiques emploi / formation. En 2020, Constructys a financé 106 M d'euros pour accompagner le départ en formation de 30 475 stagiaires.

<https://rapport-activite-2020.constructys.fr/>

Occitanie : La masse salariale et les effectifs salariés du secteur privé au deuxième trimestre 2021

Across, Stat'UR, n° 329, Septembre 2021, 12 p.

La perspective de la fin des restrictions sanitaires entrevue à la fin du deuxième trimestre 2021 a favorisé la progression des effectifs salariés du secteur privé mesurés à fin juin : ceux-ci s'accroissent

de + 1,5 % sur le trimestre, soit + 271 700 postes, après + 0,9 % au premier trimestre 2021. Ils sont désormais supérieurs à leur niveau d'avant crise de la fin 2019 (+ 0,5 %).

<https://www.urssaf.org/home/observatoire-economique/publications/acoss-stat/2021/statur-n329.html>

La conjoncture en Occitanie. Août 2021

Banque de France, Bulletin de la banque de France, Septembre 2021, 14 p.

<https://www.banque-france.fr/statistiques/tendances-regionales-occitanie-aou-2021>

APPELS À PROJETS

Assistance à maîtrise d'ouvrage concernant la mise en œuvre du socle de données emplois, métiers, compétences, formations – Ociapiat

Date limite de réponse le 1 octobre 2021

https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2021_u8HYz5B-HW

Études prospectives sur l'impact des transitions écologique, environnementale et énergétique sur l'activité, l'emploi, les métiers et les besoins en compétences dans le secteur alimentaire - Ociapiat

Date limite de réponse le 1 octobre 2021

https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2021_KyJM1HHeUp

Préparation Opérationnelle à l'Apprentissage (POA) 2021 n° 2 - OPCO EP

Ce marché s'inscrit dans le cadre du projet POEC 2021 - Préparation Opérationnelle à l'Apprentissage « PARI gagnant », action initiée en 2020 par l'OPCO EP et novatrice tant au niveau du public cible, de l'ingénierie pédagogique et de l'implication des entreprises dès l'amont du parcours. Il bénéficie du soutien financier de l'Etat dans le cadre du Plan d'investissement dans les compétences (PIC). Il est régi par les règles fixées par Pôle emploi.

Date limite de réponse le 07 octobre 2021 à 11h00

<https://www.opcoep.fr/appels-d-offres/preparation-operationnelle-a-l-apprentissage-poa-2021-ndeg-2>

Appel à candidatures pour le programme OETH – Wesireport

En s'associant avec Wesireport, l'association OETH souhaite proposer aux entreprises adaptées adhérentes de l'accord handicap OETH, une solution visant à sécuriser les parcours des salariés en situation de handicap.

Wesireport est né du terrain suite à un constat trop fréquent de rupture de contrat sans alerte au préalable. Il est conçu pour être un outil de suivi à distance permettant aux salariés, aux entreprises, aux structures d'accompagnement d'identifier tôt des points de blocages et de trouver des solutions pour éviter la rupture.

Dans le cadre de cet appel à candidatures, 5 candidats seront retenus et pourront avoir jusqu'à 50 utilisateurs au global. Ce programme est financé par l'association OETH.

Réception des candidatures jusqu'au 10 octobre 2021

<https://www.oeth.org/actualites/327-programme-oeth-wesireport>

Formations et tests CACES/ACES - Conseil départemental de l'Hérault

Date limite de réponse le 12 octobre 2021

<https://www.boamp.fr/avis/detail/21-124595?xtor=EPR-2>

Accompagnements des TPE/PME à la transformation numérique - FranceNum

3^{ème} appel à projets pour sélectionner de nouveaux opérateurs en capacité d'accompagner gratuitement les TPE-PME dans leur transformation numérique. Ces accompagnements, financés par France Relance, visent à aider 150 000 TPE et PME d'ici décembre 2022.

L'appel à projets est ouvert jusqu'au 29 octobre 2021 à 12h00.

<https://www.bpifrance.fr/nos-appels-a-projets-concours/appel-a-projets-iii-accompagnements-des-tpepme-a-la-transformation-numerique>

EMPLOI - MESURES EMPLOI

Garantie jeunes : la moitié de l'objectif déjà atteinte en 2021

Banque des territoires, Septembre 2021

Au 10 septembre 2021, 103 308 jeunes avaient intégré la garantie jeunes depuis le début de l'année. Cela représente déjà la moitié de la cible fixée (200 000) d'ici à la fin de l'année par le gouvernement. L'usage du parcours contractualisé vers l'autonomie (Pacea) a également bondi en 2021 : 288 000 entrées ont déjà été enregistrées sur l'objectif de 420 000 à atteindre d'ici décembre.

La ministre du Travail compte sur deux "leviers" pour atteindre notamment les 200 000 entrées en garantie jeunes : l'élargissement des publics accueillis, ainsi que les renforts arrivés au sein des missions locales.

<https://www.banquedesterritoires.fr/garantie-jeunes-la-moitie-de-lobjectif-deja-atteinte-en-2021>

Numérique et emploi : quelles solutions pour les publics en insertion ? Replay webinaire 9 septembre 2021 - WeTechCare

WeTechCare et Google ont organisé une webconférence dédiée aux enjeux de l'inclusion numérique pour l'employabilité des publics en insertion. Organisée en deux tables rondes, la webconférence a permis de partager les grands enjeux du sujet ainsi que des données-repères, puis de présenter un projet concret en application depuis plusieurs mois dans 3 régions pilotes : Défi Insertion.

<https://wetechcare.org/webconference-numerique-emploi-defi-insertion>

Les emplois vacants au 2^e trimestre 2021

DARES, Septembre 2021

264 800 emplois sont vacants au 2^e trimestre 2021 (+22 % par rapport au 1^{er} trimestre 2021).

La Dares publie des données trimestrielles par secteurs d'activité pour les entreprises de 10 salariés ou plus. Sont donnés, par secteurs : le taux d'emplois vacants - le nombre d'emplois occupés - le nombre d'emplois vacants.

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-emplois-vacants>

ENTREPRISES

Création du Registre national des entreprises - Ordonnance n°2021-1189 du 15 septembre 2021

L'ordonnance crée, à partir du 1^{er} janvier 2023, un registre national dématérialisé des entreprises. Ce nouveau registre unique, qui centralisera les informations économiques et juridiques relatives aux entreprises et à leurs dirigeants, doit permettre de simplifier les démarches et de réduire les coûts à la création pour les entrepreneurs.

Consulter l'ordonnance sur Légifrance

Plan Indépendants. Pour un environnement juste, simple et protecteur

Portail du gouvernement, Septembre 2021, 32 p.

Ce plan contient 20 mesures qui s'articulent autour de 5 axes :

- créer un statut unique protecteur pour l'entrepreneur individuel et faciliter le passage d'une

entreprise individuelle en société

- améliorer et simplifier la protection sociale des indépendants
- faciliter la reconversion et la formation des indépendants
- favoriser la transmission des entreprises et des savoir-faire
- simplifier l'environnement juridique des indépendants et leur accès à l'information

<https://www.gouvernement.fr/plan-independants-20-nouvelles-mesures-de-soutien>

FORMATION CONTINUE

Les bons clics : plateforme gratuite pour accompagner et agir sur la fracture numérique

Développée par WeTechCare, cette plateforme agit pour faire du numérique un levier de développement individuel et collectif.

Ludique, intuitive et gratuite, Les Bons Clics est la plateforme pédagogique pour accompagner les publics vers l'autonomie à l'ère du numérique. Plus de 24 000 aidants numériques utilisent déjà les ressources Les Bons Clics dans leur accompagnement au quotidien.

Cette plateforme propose plus de 200 ressources pédagogiques interactives, des contenus pensés sur le terrain, construits et testés avec les utilisateurs finaux, un espace d'échange entre pairs, une communauté pour progresser.

<https://www.lesbonsclics.fr/>

E-learning et Qualiopi : quels intérêts, quelles imbrications ? Replay du webinaire OpenS du 19 juillet 2021 10h00

Les informations de ce webinaire étaient axées sur : les intérêts - le choix des outils, leurs installations - les comprendre et les utiliser à bon escient. Une démonstration du logiciel de LMS (Learning Management System) open source Moodle a été présentée.

<https://www.youtube.com/watch?v=ovHw0GRNtjY&t=6s>

Engagement et persistance à vouloir comprendre, apprendre et se former tout au long de la vie : une clarification des concepts clés étayée par la recherche - Replay webinaire Bande Ka

Cette conférence introduit la question de l'engagement en formation. Elle pose des éléments de définition qui permet à tous les participants de partir sur une base commune de connaissance.

Sont également évoqués l'engagement dans les communautés d'apprentissage, l'engagement dans les MOOC ; l'apprentissage collaboratif à distance. Chaque partie identifie les facteurs et freins de l'engagement.

<https://pod.univ-lille.fr/video/20887-engagement-et-persistance-a-vouloir-comprendre-apprendre-et-se-former-tout-au-long-de-la-vie-une-clarification-des-concepts-cles-etayee-par-la-recherche>

L'hybridation de la formation professionnelle

Philippe Lacroix est le co-fondateur de ILDI, cabinet de conseil en stratégie de la formation digitale. Il partage dans ce podcast sa vision sur l'hybridation de la formation professionnelle.

Podcast : Les 3 dimensions de l'hybridation de la formation. (37 mn)

<https://www.callimedia.fr/episode-10-never-stop-learning>

Le Blended Learning : définition d'une formation mixte

Rise Up, Septembre 2021

Le blended learning est une méthode d'apprentissage qui se base sur l'adaptation des modalités de formation à l'objectif pédagogique, au contexte et à la cible apprenante. Ce dossier propose une définition, des explications et des exemples de cette méthode de formation innovante dans un contexte où il est désormais admis que le e-learning seul ne fonctionne pas.

<https://blog.riseup.ai/blended-learning-apprentissage-mixte>

Gamification : Le guide ultime (2021)

Beedeez, Septembre 2021, 39 p.

Au sommaire de ce guide : [Qu'est-ce que la gamification ? Une brève histoire de la gamification](#) - [Avantages et inconvénients de la gamification](#) - [De l'éducation au monde de l'entreprise : une méthode qui séduit](#) - [Comment intégrer la gamification à la formation professionnelle ?](#) [Les différents outils digitaux et non digitaux pour gamifier une formation](#) - [Les apports de la gamification](#) - [Serious games : qu'est-ce c'est et comment s'en servir](#) - [Le futur de la gamification : plus d'apprentissage sans amusement ?](#)

<https://www.beedeez.com/fr/gamification>

Crise sanitaire : une facture élevée pour la formation professionnelle en 2020

Management de la formation, Septembre 2021

Le PIB a reculé de 7,9 % en 2020 : l'impact économique de la crise sanitaire est indéniable. La récession n'a pas affecté tous les secteurs de la même façon. Concernant le secteur de la formation professionnelle, l'activité a globalement diminué en 2020. Deux études – une française (Céreq) et une européenne (Cedefop) – permettent cependant d'aller un peu plus loin dans l'analyse.

<https://www.managementdelaformation.fr/reperes/2021/09/14/crise-sanitaire-une-facture-elevee-pour-la-formation-professionnelle-en-2020>

Covid-19 - Questions-réponses FNE-Formation - Mise à jour du 14 septembre 2021

Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion, Septembre 2021, 16 p.

Dans le cadre des conséquences économiques liées à la crise sanitaire du Covid-19, le dispositif FNE-Formation a été repensé afin de répondre aux besoins des entreprises en activité partielle, en activité partielle de longue durée et des entreprises en difficulté par la prise en charge de coûts pédagogiques. En 2021, le FNE-Formation accompagne les entreprises proposant des actions de formation concourant au développement des compétences de leurs salariés et structurées sous la forme de parcours.

<https://travail-emploi.gouv.fr/le-ministere-en-action/coronavirus-covid-19/questions-reponses-par-theme/article/fne-formation>

Notice d'aide au dépôt d'une demande d'enregistrement au Répertoire spécifique des certifications et habilitations (RS)

France Compétences, Septembre 2021, 21 p.

Version actualisée au 15 septembre 2021 de la notice d'aide au dépôt d'un enregistrement de droit au Répertoire spécifique des certifications et habilitations (RS). Au sommaire : les informations et recommandations aux déposants - les étapes de la téléprocédure - la présentation des éléments de la demande d'enregistrement au Répertoire spécifique - l'aide à la saisie d'une liste de partenaires.

<https://www.francecompetences.fr/base-documentaire/deliberation-de-la-commission-de-la-certification-professionnelle>

Décisions d'enregistrement aux répertoires nationaux

France Compétences, Septembre 2021, 7 p.

Suite aux avis conformes de la Commission de la certification professionnelle portant sur des demandes d'enregistrement, avis produits lors de la séance du 14 septembre 2021, le Directeur général de France compétences a procédé à des décisions d'enregistrement aux répertoires nationaux.

<https://www.francecompetences.fr/fiche/decisions-denregistrement-aux-repertoires-nationaux-septembre-2021>

INSERTION PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Handicap au travail : quelle place pour le dialogue social ? Webinaire OETH le 7 octobre 2021 – 14h00

<https://www.oeth.org/actualites/328-webinaire-le-7-octobre-a-14-heures>

Attractivité du secteur et handicap au travail : quelles initiatives inspirantes ? Replay webinaire OETH

L'association OETH et le [magazine Direction\[s\]](#), en partenariat avec [Chorum](#), ont co-animé un webinaire sur l'attractivité du secteur et le handicap au travail en proposant des initiatives inspirantes pour nourrir réflexions et pratiques.

<https://www.oeth.org/partenaire/partenaires/webinaires>

Minima sociaux : des conditions de vie plus dégradées pour les bénéficiaires handicapés

Etudes et résultats Drees, n°1203, Septembre 2021, 6 p.

28 % des bénéficiaires de minima sociaux en France (hors Mayotte) étaient en situation de handicap fin 2018. Or les personnes handicapées constituent 9 % de l'ensemble de la population. Ces allocataires sont plus exposés à la pauvreté que la majorité des personnes handicapées et plus encore que les bénéficiaires des minima sociaux sans handicap.

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications/etudes-et-resultats/minima-sociaux-des-conditions-de-vie-plus-degradees-pour-les>

Détermination des proportions minimale et maximale de travailleurs reconnus handicapés dans l'effectif salarié des entreprises adaptées - Décret n° 2021-1196 du 16 septembre 2021

Ce décret prolonge ainsi d'un an la période transitoire mise en place pour les entreprises adaptées agréées avant le 1er janvier 2019. En outre, il adapte en conséquence les proportions maximales de travailleurs reconnus handicapés dans l'effectif salarié qui leur sont applicables, limitée à 85 % en 2021 pour atteindre 75 % en 2023.

Consulter le décret sur [Légifrance](#)

SECTEURS D'ACTIVITÉS- MÉTIERS

Signature du contrat stratégique de la filière « Solutions Industrie du futur »

Conseil national de l'industrie, Septembre 2021, 46 p.

Regroupant les secteurs des machines et solutions industrielles intelligentes (mécanique, électrique, électronique, numérique...) ainsi que l'offre digitale, cette filière est constituée de 32.000 entreprises. Elle emploie aujourd'hui 500 000 personnes en France et tient la 3^e place en termes de PIB industriel.

Ce contrat stratégique de la filière « Solutions Industrie du futur » (S-I-F) a été signé dans l'optique d'accompagner et soutenir la transition des entreprises françaises vers l'industrie du futur.

Il permet de structurer l'organisation de la filière industrielle en prenant en compte ses besoins de développements et d'investissements. Ce contrat va permettre, en effet, aux entreprises d'adopter des technologies relevant de l'industrie du futur pour améliorer leur compétitivité tout en créant des emplois sur le territoire français.

<https://www.conseil-national-industrie.gouv.fr/actualites/signature-du-contrat-strategique-de-la-filiere-solutions-industrie-du-futur>

L'évolution de la profession de sage-femme

IGAS, Septembre 2021, 109 p.

Le métier de sage-femme connaît une crise profonde qui s'est traduite par de fortes mobilisations sociales début 2021. L'IGAS a été missionnée pour analyser la situation et formuler des recommandations sur trois aspects essentiels du métier de sage-femme : leurs missions, leur statut (à

l'hôpital), leur formation.

Ce rapport propose notamment de clarifier les missions des sages-femmes en confortant leur place et leur reconnaissance sur un "cœur de métier", de relancer le processus « d'universitarisation » de leur formation, et de modifier substantiellement leur cadre statutaire d'exercice à l'hôpital.

<https://www.igas.gouv.fr/spip.php?article824>

Pour une économie de la mer durable et solidaire

Le Labo de l'économie sociale et solidaire, Septembre 2021, 80 p.

Face aux enjeux économiques, sociaux et environnementaux actuels, le secteur maritime est confronté à la nécessité de faire évoluer ou d'adapter certaines de ses pratiques pour tendre vers des modèles plus soutenables et vertueux.

Le Labo de l'ESS, en partenariat avec le Ministère de la Mer a choisi de travailler sur cette thématique afin de révéler la diversité des initiatives prises dans le domaine de la mer et du littoral. Cette étude, met en avant 10 initiatives de l'ESS dans le domaine maritime dont l'analyse croisée débouche sur plusieurs voies d'actions visant à favoriser le déploiement des solutions ESS identifiées.

Parmi les voies d'actions proposées dans l'étude :

- renforcer la place et la visibilité de l'ESS dans la stratégie nationale pour la mer et le littoral, et dans ses déclinaisons régionales.
- valoriser la prise en compte des enjeux des secteurs maritimes dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de soutien à l'ESS.
- contribuer à la sécurisation économique des projets socialement innovants dans le secteur maritime (accès aux marchés et fonds publics, reconnaissance de la R&D sociétale).
- identifier des enjeux prioritaires du secteur maritime qui pourraient représenter des leviers de développement de réponses ESS, par essaimage de projets existants, ou par création de nouvelles réponses à des besoins non couverts.

<https://www.llelabo-ess.org/pour-une-economie-de-la-mer-durable-et-solidaire>

Bilan 2021 de l'emploi associatif dans le secteur sanitaire et social

Uniopss, Recherches & Solidarités, Septembre 2021, 16 p.

Ce bilan dresse le portrait d'un secteur qui compte 1,114 million de salariés en 2020, soit une augmentation de 0,5 % par rapport à 2019. La mobilisation face à la crise sanitaire et la crise sociale qu'elle a générée se confirme dans les chiffres de l'URSSAF et de la MSA.

L'évolution positive de l'emploi dénote globalement d'une hausse d'activité, à laquelle s'ajoutent les remplacements effectués en 2020, qui augmentent mécaniquement le nombre de salariés. Même sans surcroît d'activités, il y a eu, en 2020, des embauches pour remplacer les personnes absentes pour de multiples raisons : mises en activité partielle pour garde d'enfants ou soutien de personnes vulnérables, salariés directement vulnérables ou cas contact à l'isolement, personnes touchées par le virus, etc. Ces personnes ne sont pas sorties des effectifs salariés et leur remplacement a au contraire augmenté le nombre de salariés.

<https://www.uniopss.asso.fr/espace-presse/emploi-associatif-sanitaire-et-social-evolutions-contrastees>

Les sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC) et les coopératives d'activité et d'emploi (CAE)

IGAS, Inspection générale des finances, Septembre 2021, 298 p.

Les sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC) ont été créées en 2001 pour favoriser la prise en charge d'activités d'utilité sociale par des entreprises dans un cadre coopératif et avec une lucrativité limitée. Leur nombre reste faible : 1000 SCIC, à 80 % dans le secteur tertiaire, en quasi-totalité des micro ou petites entreprises. Les complexités liées à leurs règles statutaires freinent leur développement.

Les coopératives d'activités et d'emploi (CAE), nées d'expérimentations locales au milieu des années 1990, ont vu leur statut reconnu en 2014. Elles mettent en œuvre des services mutualisés pour soutenir la création et le développement d'activités économiques. Malgré leur croissance récente, les CAE restent rares : 155 recensées en 2020, inégalement réparties sur le territoire, accueillant 11 500 entrepreneurs (dont environ 70 % étaient auparavant demandeurs d'emploi).

Ce rapport présente une évaluation de la situation et formulent des propositions afin de faciliter le recours à ces formes d'activités coopératives.

<https://www.igas.gouv.fr/spip.php?article831>

Travail : de nouvelles formes d'emploi dans le secteur agricole

Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux, Vie publique, Septembre 2021, 69 p.

De nouvelles formes de travail et relations au travail progressent fortement dans le secteur agricole depuis une dizaine d'années. Elles représentent à présent plus d'un tiers de l'emploi salarié des exploitations agricoles. Cette évolution a des enjeux à la fois agro-écologiques, sociaux, économiques et de souveraineté alimentaire.

Entre 2010 à 2019, les formes classiques d'emploi en agriculture qui comprennent notamment le non salariat agricole ont enregistré une baisse de la force du travail allant de 447 000 à 380 000 ETP (équivalent temps plein).

Cette diminution de la main d'œuvre directe des exploitations est partiellement compensée. Sur le même temps, le volume d'autres formes, comme les entreprises de travaux agricoles (ETA) et les Groupements d'employeurs (GE), a connu une hausse passant de 70 000 à 105 000 ETP.

Ce rapport distingue huit formes de travail.

Ces évolutions entraînent une mutation de l'emploi et de ces conditions d'exercice.

<https://www.vie-publique.fr/rapport/281375-nouvelles-formes-de-travail-en-agriculture>

En 2019, le salaire net moyen dans la fonction publique hospitalière diminue de 0,8 % en euros constants

Etudes et résultats Drees, n°1205, Septembre 2021, 5 p.

En 2019, un agent de la fonction publique hospitalière (FPH) perçoit en moyenne 2 315 euros nets par mois en équivalent temps plein ; cette moyenne prend en compte tous les salariés des hôpitaux et des établissements médico-sociaux publics, qu'ils soient fonctionnaires, contractuels ou personnels médicaux.

En 2019, les disparités salariales dans la FPH diminuent légèrement, les salaires les plus élevés baissant en termes réels plus que les autres. Le salaire net moyen des femmes est inférieur de 20,6 % à celui des hommes ; à profil identique, l'écart salarial est de 3,6 %.

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications/etudes-et-resultats/en-2019-le-salaire-net-moyen-dans-la-fonction-publique>

Les recrutements de fonctionnaires de l'Etat en 2019

Stats rapides, Septembre 2021, 12 p.

En 2019, 54 698 postes ont été ouverts au recrutement dans les corps de fonctionnaires de l'État.

Les recrutements externes constituent les trois quarts des postes offerts, les recrutements internes le quart restant. Le nombre de postes ouverts diminue de 14 % en 2019 (-8 800 postes entre 2018 et 2019), principalement lié à la fin progressive du dispositif Sauvadet et des concours réservés.

<https://www.fonction-publique.gouv.fr/recrutements-de-fonctionnaires-de-letat-2019>

investislavenir.fr : le nouveau site de la banque et de la finance à destination des jeunes

Les branches professionnelles de la banque et de la finance lancent, en partenariat avec Atlas, le premier portail du secteur dédié aux jeunes et aux prescripteurs de l'orientation (parents,

professeurs, CIO).

Ce site permet de découvrir en quelques clics une mine d'informations sur ces secteurs extrêmement porteurs en termes d'emploi : 360 000 personnes travaillent dans le secteur bancaire dont 67,2 % en CDI, et 10 000 professionnels travaillent dans le secteur de la finance et de la bourse, dont 90,3 % en CDI.

Quel que soit le niveau d'études, les métiers de la banque et de la finance proposent un large panel de formations. Du BTS au master spécialisé, de l'agence bancaire à la salle des marchés financiers, de multiples métiers sont accessibles en fonction du niveau de formation souhaité.

À partir du niveau bac +3, diverses formations professionnelles permettent également de se spécialiser ou se réorienter dans le secteur de la banque et de la finance.

<https://www.jinvestislavenir.fr>

TRAVAIL

Évolution des modes de travail, défis managériaux : comment accompagner entreprises et travailleurs ?

Sénat, Juillet 2021, 189 p.

Les différents confinements liés à la crise sanitaire ont entraîné un bouleversement dans le monde du travail, en imposant brutalement et massivement le télétravail lorsqu'il était possible. Ils ont aussi mis en évidence les travailleurs qui ont dû continuer à se rendre sur site, ou ceux dont le rôle a pris une dimension toute particulière comme les livreurs des plateformes numériques. Comment appréhender les changements profonds qui les sous-tendent ?

Ce rapport présente 15 propositions articulées autour de quatre axes :

Créer les conditions d'une synergie pour conjuguer nouveaux modes de travail et dynamisme des territoires - Assurer l'équité entre travailleurs - Encourager le développement des outils en faveur de l'emploi - Accompagner le renforcement de la prévention de la santé au travail.

<http://www.senat.fr/notice-rapport/2020/r20-759-notice.html>

Généralisation du télétravail : quels effets sur le développement des compétences ?

DENNERY Marc, C-Campus, Septembre 2021

En cette rentrée 2021, le télétravail n'est plus seulement une réponse à une situation de crise sanitaire, il devient une norme pour tous les salariés qui n'ont pas d'obligation d'entrer en contact physiquement avec leur environnement de travail.

Les accords d'entreprises se multiplient, la plupart des négociations semble aboutir sur une proportion d'environ 50 % de télétravail. Cette généralisation du télétravail ne sera pas sans incidence sur le management des compétences, les accords d'entreprise devront en tenir compte.

<https://www.blog-formation-entreprise.fr/generalisation-teletravail-effets-developpement-competences>

La crise du Covid-19 en Europe, révélatrice des fragilités et des inégalités sur le marché du travail

MOFAKHAMI Malo, Connaissance de l'emploi, n°109, Septembre 2021, 4 p.

En s'appuyant sur les données issues d'une enquête européenne réalisée au début de la crise sanitaire, ce numéro se penche sur les effets contrastés qu'a produits cette crise sur la qualité de l'emploi et du travail, et montre que les travailleurs européens ont été confrontés à des changements de modalités et de contenu du travail, tels que le travail à distance, la variation des heures effectives de travail et l'exposition aux risques pandémiques.

<https://ceet.cnam.fr/publications/connaissance-de-l-emploi/>

Chiffres clés sur les conditions de travail et la santé au travail

Synthèse.Stat, n°37, Août 2021, 40 p.

Ce document regroupe les chiffres clés sur les conditions de travail et la santé au travail en France, ainsi que des éléments sur l'activité des personnes handicapées ou en situation de handicap.

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/publication/chiffres-cles-sur-les-conditions-de-travail-et-la-sante-au-travail>